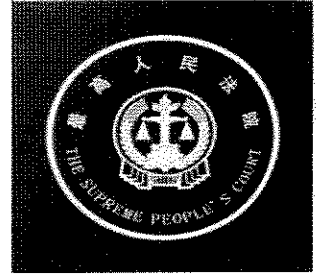


COUR DE CASSATION



MEMORANDUM DE COOPÉRATION

entre

**LA COUR DE CASSATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

et

**LA COUR POPULAIRE SUPRÊME
DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

La Cour de cassation de la République française et la Cour populaire suprême de la République populaire de Chine (Ci-après les Parties),

Considérant la volonté d'œuvrer dans l'intérêt de la justice comme élément essentiel de l'Etat de droit et de sa consolidation ;

Considérant l'importance de renforcer les rapports d'amitié entre les deux Etats et de promouvoir l'amélioration de leur système juridique ;

Désireuses d'établir et d'approfondir la coopération entre les deux cours ;

ont convenu ce qui suit :

Article 1er : Dans le champ de leurs compétences respectives, les Parties développeront leurs échanges et leur coopération, dans le cadre des relations amicales existant déjà entre elles, en accord avec leurs pratiques juridiques respectives.

Article 2 : Les Parties renforceront les visites mutuelles afin de promouvoir leur coopération et les échanges réguliers.

Article 3 : Les Parties encourageront notamment leur coopération dans les domaines du contentieux qui leur sont dévolus en vue de rechercher les possibilités d'un rapprochement de leur jurisprudence. Les questions de réforme du mode de jugement et de formation des magistrats feront également l'objet d'échanges entre elles.

Les Parties décident d'engager la mise en œuvre de projets de coopération technique d'intérêt commun sur les problématiques proposées conjointement par les deux Cours pouvant prendre la forme de groupes de réflexion ou l'organisation de colloques accueillant des magistrats des deux Cours, alternativement à Paris ou à Pékin.

Article 4 : Si l'une des Parties accueille une conférence internationale ou un séminaire traitant d'un thème faisant déjà l'objet d'une coopération active entre elles, l'autre Partie pourra désigner des délégués habilités à y assister.

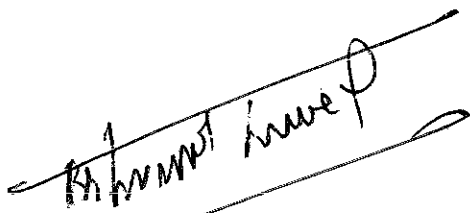
Article 5 : Les Parties contribuent mutuellement aux échanges des documents de jurisprudence et des informations en matière de travail juridique et judiciaire.

Article 6 : Chaque partie prendra à sa charge les frais de transport occasionnés par les déplacements de ses représentants pour la mise en œuvre des dispositions de cet accord. Par la consultation, selon le principe d'égalité, les Parties déterminent la prise en charge des frais liés au séjour des experts pour la mise en œuvre des dispositions de cet accord.

Article 7 : Ce mémorandum entre en vigueur à la date de sa signature. Chaque Partie pourra décider d'y mettre fin par la notification par écrit à l'autre Partie. Son application prendra alors fin six mois après réception de la notification. Les Parties pourront d'un commun accord en modifier ou compléter la teneur.

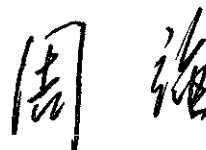
Fait à Pékin, le juin 2015, en deux originaux, chacun en langue française et en langue chinoise, les deux textes faisant également foi.

Le Premier président de la Cour de cassation de la République Française



M. Bertrand LOUVEL

Le Président de la Cour populaire suprême de la République populaire de Chine



M. ZHOU Qiang